

## Proposition de atelier (Partie I et II) au Congrès Asie-Pacifique de Septembre 2015

### Titre de l'atelier (FR):

Etudes comparées de l'aide au développement des pays asiatiques: modèle asiatique de l'aide internationale ? – l'exemple de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Corée du Sud et de Taiwan

### Résumé de l'atelier (FR) :

L'aide au développement est un des instruments de la politique étrangère, apparue après la deuxième guerre mondiale dans le but d'aider à la reconstruction économique des pays vaincus. Une activité coûteuse, l'aide au développement était traditionnellement exercée par un nombre restreint des pays dotés de capacités financières suffisantes et capables de faire accepter à leur opinion publique qu'une partie des ressources nationales soient distribuées à d'autres pays. L'aide au développement représente également pour les pays donateurs un des rares outils leur permettant de maintenir une forme d'interventionnisme accepté par la communauté internationale. Il faut aussi prendre en compte de l'existence de motivations multiples, cachées derrière cette pratique : géopolitique, diplomatique, économique, commerciale et idéologique. Cependant, le fait que l'aide au développement soit l'exclusivité des pays industriels est devenu un mythe. La pratique des donateurs autres que les membres du Comité d'aide au développement (CAD) ont été révélée par les rapports britanniques de 2005<sup>1</sup>.

En quoi consiste l'aide au développement à destination des pays en voie de développement des pays asiatiques ? Ce panel propose de l'examiner en prenant l'exemple de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Corée du Sud et de Taiwan. Le panel présente cinq papiers sur deux parties : En partie I, Hyo-Sook KIM examine d'abord l'aide au développement de la Corée du Sud en comparaison avec celle du Japon. Ensuite, Pooja JAIN-GREGOIRE discute de l'aide indienne au Sénégal. Enfin, Yumiko YAMAMOTO offre une comparaison de l'aide japonaise et indienne en Afrique de l'Ouest. En partie II, Anna STAHL examine l'aide au développement de la Chine en Afrique et cette présentation sera suivie par l'analyse de Vincent ROLLET sur l'aide au développement de Taiwan. La combinaison de ces cinq papiers invite une discussion sur la comparaison des cinq façons de faire une aide au développement et l'impacte de la présence accrue des donateurs asiatiques dans le monde de l'aide internationale.

### Titre de l'atelier (ENG):

Comparative Study of Asian Development Aid: an Asian model of International Aid ? – The case of China, Japan, India, South Korea and Taiwan

### Résumé de l'atelier (ENG) :

Development Aid is one of the instruments of foreign policy appeared after the WWII with the aim of helping economic reconstruction of the defeated countries. Due to its nature of expensive activity, Development Aid was traditionally carried out by a restricted number of

---

<sup>1</sup> Cotterrell et al., "Diversity in donorship : the changing landscape of official humanitarian aid : Aid donorship in Asia", *Humanitarian Policy Group Background Paper*, London : Overseas Development Institute, September 2005 ; Price, "India's Official Humanitarian Aid Programme", *HPG Background Paper*, London : Overseas Development Institute, 2005.

countries, equipped with sufficient financial capacities and able to make accepting their public opinion that a part of the national resources is distributed to other countries. Development aid also represents for donor countries one of the rare tools, enabling to maintain an interventionism accepted by the international community. It is also necessary to take into account of the existence of multiple motivations, hidden behind this practice: geopolitical, diplomatic, economic, commercial and ideological. However, the fact that Development aid is the exclusiveness of the industrialized countries became a myth. The practice of donors other than the members of Development Assistance Committee (DAC) was revealed by the British reports of 2005<sup>2</sup>.

What does Development Aid of Asian countries consist of ? This panel proposes to examine it, taking the case of China, Japan, India, South Korea and Taiwan. The panel presents five papers over two sections: At Section one, Hyo-Sook KIM examines Development aid of South Korea in comparison with that of Japan. Then, Pooja JAIN-GREGOIRE discusses on Indian Aid to Senegal. Lastly, Yumiko YAMAMOTO offers a comparison of the Japanese and Indian Development Aid to West Africa. At Section two, Anna STAHL examines Chinese Development aid in Africa and this presentation is followed by the analysis of Vincent ROLLET on Development Aid of Taiwan. The combination of these five papers invites a discussion on the five ways of doing Development aid by Asian countries in comparative perspective and the impact of the increasing presence of Asian donors in the world of International aid.

**Mots clés :**

Official Development Aid, Bilateral Aid, China, Japan, India, Korea, Taiwan, Comparative study, Africa, West Africa, Reemerging Donor, South-South Cooperation, Foreign Policy

**Coordinatrice :** Dr. Yumiko YAMAMOTO (Sciences Po Paris-CERI, Fondation France-Japon de l'EHESS, France)

**Liste des intervenants (Cet atelier est composé de deux parties) :**

**Partie I :**

1. Prof. Hyo-sook Kim (Université Kansai Gaidai, Japon)
  2. Dr. Pooja JAIN-GREGOIRE (Université de Cambridge, UK)
  3. Dr. Yumiko Yamamoto (Sciences Po Paris-CERI, Fondation France-Japon de l'EHESS, France)
- Discutant : Prof. Vincent Rollet (Université Wenzao Ursuline, Taiwan)

**Partie II :**

4. Dr. Anna STAHL (Collège d'Europe, Belgique)
  5. Prof. Vincent Rollet (Université Wenzao Ursuline, Taiwan)
- Discutantes : Dr. Yumiko Yamamoto et Prof. Hyo-sook Kim

---

<sup>2</sup> *ibid.*

## **Renseignements concernant chaque communication :**

**Intervenante 1 :** Prof. Hyo-sook Kim

**Titre (FR) :** La politique et la pratique de l'aide au développement du Corée du sud en tant que nouveau donateur asiatique, en comparaison avec celles du Japon

### **Résumé (FR) :**

Plusieurs chercheurs ont noté que l'aide au développement de la Corée du Sud a beaucoup de points communs avec l'aide au développement du Japon dans sa mise en place des projets, distinguant des pratiques des donateurs occidentaux : par exemple, la forme principale d'aide, les priorités sectorielles et régionales et les déterminants d'attribution d'aide. Cependant, en vue d'entrer au Comité d'aide au développement (CAD), le gouvernement coréen avait fait des efforts, depuis la deuxième moitié des années 2000, dans l'amélioration de sa quantité et qualité d'aide, de la cohérence de politique respectant les normes du CAD, et les réformes dans ce sens continuent d'être mise en place. Après son adhésion au CAD, l'aide coréenne partage-t-elle toujours des points communs avec l'aide japonaise ? Ou les réformes récentes de l'aide coréenne ont-elles aligné à la pratique des donateurs occidentaux ? En vue de répondre à ces questions, ce papier analyse la politique et la pratique de l'aide au développement de la Corée du Sud en comparaison avec celles du Japon. Elle examine si la politique et la pratique coréennes ont été modifiées par les normes du CAD. L'auteur soutient la thèse que, comme le cas du Japon, la Corée du Sud avait recherché sa propre façon de mettre en place son aide en même temps que raffiné sa politique d'aide, incorporant de l'agenda et des normes générés par le CAD, la communauté de développement international.

**Titre (ENG):** South Korea's ODA Policy and Practice as a New Asian DAC Donor: Comparing with Japan

### **Résumé (ENG) :**

Several scholars have noted that South Korea's official development assistance (ODA) has many commonalities with Japan's ODA in the manner of implementing aid, which have been distinguished from the other Western donors: for example, those include a main aid type, sectoral and regional priorities, and the determinants of aid allocation. However, in order to join the Development Assistance Committee (DAC), the Korean government has made efforts to improve its aid quantity, quality, and policy coherence in accordance with the DAC standards since the mid-2000s and those reforms are being continued. Since joining the DAC, does Korea's ODA still share the similarities with Japan's ODA? Or have recent reforms resulted in the convergence of Korea's ODA with the Western donors? To answer these questions, the presentation analyzes the policy and practice of Korea's ODA in comparison with Japan's ODA and examines whether it has converged with the DAC standards and norms. The author argues that, like Japan, South Korea has been searching for its own manner of implementing aid in practice; at the same time it has refined ODA policy, incorporating the aid agendas and norms generated by the Western donor-led international development community.

**Champ disciplinaire concerné :** Relations internationales

**Intervenante 2** : Dr. Pooja JAIN-GREGOIRE

**Titre (FR)** : Les partenariats pour le développement : une étude de cas sur l'Inde et le Sénégal

**Résumé (FR) :**

Ce papier propose une étude des partenariats pour le développement en prenant pour exemple le cas du partenariat entre l'Inde et le Sénégal. La revendication de bénéfices mutuelles se trouve au cœur de ce partenariat. L'Inde et le Sénégal étant deux démocraties vibrantes, nous pouvons supposer que les dits bénéfices ont pour finalité d'augmenter le bien-être des citoyens de ces deux pays. Ainsi, ce papier se fonde sur l'étude du développement dans la mesure où il contribue à l'augmentation des capacités, de la liberté et des perspectives du peuple dans les deux pays étudiés (comme le définit Amartya Sen 1999, 2002). Basée sur ces hypothèses, le papier pose la question suivante : « Un partenariat revendiquant des bénéfices mutuels peut-il conduire à un développement mutuel ? ». Le corollaire induit par cette problématique questionne l'équité dans la distribution des bénéfices aux partenaires, c'est-à-dire, est ce que le partenariat est équitable et juste comme il se revendique ? L'étude des acteurs, des motivations, des moyens, des instruments, des méthodes, de la nature et des finalités de ce partenariat feront objet de ce travail. L'auteur conclue en indiquant que les divergences, erreurs, l'ignorance, la malhonnêteté et même l'identification peuvent créer des désaccords en contradiction avec le comportement juste en faveur du développement. Néanmoins, en s'appuyant sur le travail de Froese (2001), Nussbaum (2011), Rawls (1999), Rousseau (2012) et Tocqueville (1981), l'auteur soutient que le développement mutuel et juste est en faveur de la poursuite du partenariat.

**Titre (ENG)** : Partnership for development : a case study on India and Senegal

**Résumé (ENG) :**

Taking cue from Rawls's (2012) work on distributive justice, this paper studies development partnership through the case study of India and Senegal. Mutual benefits have been asserted time and again as the core element of this partnership. Being two thriving democracies, it shall be assumed that the ultimate beneficiaries of the 'intended benefits' are to be the people of India and Senegal. Hence, in this paper we choose to see development as it should enhance capability, freedom and opportunity (as put forward by Sen 1999, 2002) for the citizens of the two countries being studied. With such beliefs, the paper is naturally centred on the question, "Can a relationship based on mutual benefits lead to mutual development?" An important corollary to the problematic is the equity in the distribution of benefits adhering to the partners' i.e. whether at all the partnership is equal and faire as it is claimed to be? It is hence, worth studying the 'who', the 'why', the 'how' and the 'what' of this partnership through the actors, the motivations, the means, the methods, the nature and the 'ends' of it. The author argues strongly in favour of equity for fair and sustainable development. She argues that discrepancies, errors, identification, unawareness and unethical behaviour might lead to distortions from just behaviour expected in favour of development. However, drawing on the works of Froese (2001), Nussbaum (2011), Rawls (1999), Rousseau (2012) and Tocqueville (1981), the author concludes that fair, mutual development would be in the favour of the partnership.

**Champ disciplinaire concerné** : Relations internationales

**Intervenante 3 :** Dr. Yumiko Yamamoto

**Titre (FR):** Aide au développement du Japon et de l'Inde en Afrique de l'Ouest dans une perspective comparée

**Résumé (FR) :**

Le Japon et l'Inde sont tous les deux donateurs de l'aide au développement en Afrique de l'Ouest. Le Japon y est arrivé en 1969, alors que la présence indienne est accrue pendant ces quinze dernières années.

Combien le Japon et l'Inde donnent-ils leurs aides en Afrique de l'Ouest, la région principalement francophone, composée de 16 pays (Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Gambie, Ghana, Togo, Sierra Leone, Nigéria, Libéria, Cap Vert, Guinée-Bissau) ? Quels sont leurs outils ? Sur quels pays ciblent-ils et pourquoi ? Sur la base de l'analyse de données quantitative et la méthode qualitative de technique d'interview semi-dirigée, ce papier compare la pratique du Japon et de l'Inde en matière d'aide au développement en Afrique de l'Ouest, à partir de cinq paramètres (volume d'aide, organisation, lien diplomatique avec l'Afrique de l'Ouest, destination et motivation d'aide). L'auteur souligne du fait qu'un des aspects communs de l'aide japonaise et indienne en direction de cette région est que leurs aides ciblent un nombre restreint des pays : Aide indienne vont principalement aux pays de Commonwealth (Ghana, Nigéria, Gambie), alors que le Japon vise ceux de force économique et politique régionale (Sénégal, Nigéria, Ghana). Le papier est la version développée de l'ouvrage de l'auteur, «Les politiques d'aide au développement de la Chine, de l'Inde et du Japon en Afrique de l'Ouest » (Paris : Les Indes Savantes, à paraître).

**Titre (ENG) :** Japan and India's Development Aid to West Africa in comparative perspective

**Résumé (ENG) :**

Japan and India are both practitioners of Development Aid in West Africa. Japan arrived with its Official Development Aid (ODA) in 1969, while India's presence as donor in West Africa became more and more obvious during the last 15 years.

How much does Japan and India provide its aid to West Africa, a diverse and predominantly francophone region composed of 16 countries (Côte d'Ivoire, Benin, Burkina Faso, Guinea, Mali, Mauritania, Niger, Senegal, Gambia, Ghana, Togo, Sierra Leone, Nigeria, Liberia, Cape Verde, Guinea-Bissau)? What are their tools? On which countries does Japan and India focus and why? Based on quantitative data analysis and qualitative method of a semi-directed interview technique, this paper compares Japan and India's Development aid practice in West Africa using five parameters (aid statistics, organisation, diplomatic tie with West Africa, destination and motivation). The author argues that one of the common aspects of Japan and India's Aid to this region is that both focus on a small number of countries: Indian Aid to Commonwealth countries (Ghana, Nigeria, Gambia), while Japan targets those of regional economic and political force (Senegal, Nigeria, Ghana). The paper is the developed version of the author's book *Politique d'aide au développement de la Chine, de l'Inde et du Japon en Afrique de l'Ouest* (Paris: *Les Indes savants*, forthcoming).

**Champ disciplinaire concerné :** Etudes du développement, Relations internationales

**Intervenante 4** : Dr. Anna STAHL

**Titre (FR)** : La Chine comme bailleur réémergent: une analyse de l'aide au développement chinoise à l'Afrique

**Résumé (FR)** :

La place grandissante des pays émergents entraîne des conséquences importantes à l'aide au développement en générale et au développement de l'Afrique plus particulièrement. Suite à leur remarquable croissance économique, des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil s'engagent de plus en plus dans des nouvelles formes de coopération Sud-Sud avec des pays africains. Parmi ces soi-disant bailleurs émergents, la Chine occupe une position particulière à cause de son poids économique et sa place géographique. Contrairement aux autres donateurs émergents, la majeure partie de l'aide chinoise est destinée à l'Afrique. Alors que la présence chinoise en Afrique a augmenté considérablement après l'établissement du «Forum Chine- Afrique» (FOCAC) en 2000, les relations sino-africaines ne sont pas un phénomène récent. Déjà durant la période de la guerre froide, le gouvernement chinois a fourni de l'aide à différents pays africains. Par conséquent, la Chine n'est pas un acteur nouveau en Afrique, mais plutôt un bailleur resurgissant.

Dans ce contexte, cet article fournit une analyse approfondie de l'aide chinoise à l'Afrique. Outre une étude des structures et modalités de l'aide chinoise, l'article donne un aperçu des relations sino-africaines contemporaines. Par ailleurs, l'article positionne l'aide chinoise à l'Afrique dans le cadre plus large de la coopération internationale au développement, notamment de l'agenda de développement pour l'après-2015 de l'ONU et le partenariat mondial pour l'efficacité au service du développement élaboré sous l'égide du CAD.

**Titre (ENG)**: China as a (Re)emerging Donor: An Analysis of Chinese Development Aid to Africa

**Résumé (ENG)** :

The rise of emerging economies has important consequences for development aid in general and development assistance in Africa more specifically. Due to their unprecedented economic growth, emerging countries like China, India and Brazil have started to build new types of South-South partnerships with African developing countries. Within the group of so-called "emerging donors", China – due to its unique economic and geographical situation – plays the most prominent role. Unlike the other emerging donors, Africa represents the main destination of China's aid. Although China's engagement in Africa expanded considerably after the establishment of the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC) in 2000, Sino-Africa relations are not a recent phenomenon. Already during the Cold War period the Chinese government provided aid to various African countries. Hence, China is not a new actor in Africa, but rather a "(re)emerging" donor in Africa.

Against this background, this paper provides a detailed analysis of Chinese development aid to Africa. In addition to examining the overall structures and modalities of Chinese foreign aid, the paper provides specific insights into contemporary Sino-African relations. Moreover, it positions China's development assistance to Africa within the broader international development framework, namely the UN led post-2015 development agenda and the Global Partnership for Effective Development Cooperation initiated under the DAC.

**Champ disciplinaire concerné :** Relations internationales, Etudes du développement

**Intervenant 5 :** Prof. Vincent Rollet

**Titre (FR) :** Spécificités, défis et évolution future de l'aide au développement de Taiwan

**Résumé (FR) :**

A partir des années 1960, Taiwan est progressivement passé du statut de bénéficiaire de l'aide internationale à celui de bailleur d'aide au développement. Une telle transition reflète en réalité la forte croissance économique taiwanaise à cette époque ainsi que son développement rapide. Aujourd'hui Taiwan - non-membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE – fournit une assistance au développement dans de nombreux pays sous différentes formes et dans des domaines variés. Cette présentation a pour objectif d'analyser la gouvernance et les modalités d'une telle aide au développement notamment depuis l'élection du Président Ma Ying-jeou en 2008 (réélu en 2012) qui dans le cadre d'une « trêve diplomatique » avec la Chine a promis de rendre l'aide étrangère taiwanaise plus professionnelle et plus efficace. Cette contribution se penchera ensuite sur les principales spécificités de l'aide publique au développement (APD) de Taiwan au regard de sa situation particulière sur la scène internationale et proposera un certain nombre de comparaisons avec d'autres donateurs asiatiques. Finalement, il sera question d'une part des principaux défis internes et internationaux auxquels l'aide taiwanaise doit faire face puis de l'évolution future d'une telle politique dans un contexte d'engagement croissant des pays asiatiques dans le domaine de l'aide au développement.

**Titre (ENG) :** Specificities, Challenges and Future Evolution of Taiwan's Development Aid

**Résumé (ENG) :**

After the 1960s, Taiwan rapidly transformed itself from an aid recipient to a donor country. Such transition reflected Taiwanese economic growth as well as its quick development. Today, Taiwan - a non-Development Assistance Committee (DAC) donor - is pursuing its assistance in several countries, through different forms and in various domains. This presentation aims at first assessing the governance and the modalities of Taiwan's official development assistance (ODA) notably since 2008 and the election of President Ma Ying-jeou (re-elected in 2012) who within the framework of "truce diplomacy" with China promised to make foreign aid mechanism more professional and more effective. Then, this contribution focuses on the main specificities of Taiwanese development assistance notably in the light of the particular status of Taiwan within the international community and proposes some comparisons with other Asian donors. Finally, it examines internal and international main challenges of Taiwanese ODA and envisages its future direction in the context of a growing involvement of Asian countries in development aid.

**Champ disciplinaire concerné :** Relations internationales